



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur les modifications des conditions d'exploitation par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (anciennement GSM) de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires située sur le territoire de la commune de NEUVILLER-SUR-MOSELLE**

AP n° 2024-0339  
AIOT 0003013008

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-2035 du 20 juin 2019, autorisant la société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Neuviller-sur-Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021/L497 du 15 juillet 2021 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2022/L265 prescrivant la réalisation d'une fouille archéologique préventive ;

**Vu** la demande en date du 12 juin 2024 de modifications des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Neuviller-sur-Moselle ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 09 octobre 2024 ;

**Vu** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral susvisé formulées par courriel en date du 15 octobre 2024 ;

**Considérant** que les éléments d'appréciation portés par la société GSM à la connaissance du préfet en date du 12 juin 2024 permettent de conclure que la demande de modifications des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Neuville-sur-Moselle est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de modifier le montant des garanties financières ;

**Considérant** que cette demande de modifications des conditions d'exploitation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2016-2035 du 20 juin 2019 autorisant la société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de Neuville-sur-Moselle ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

L'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Neuville-sur-Moselle, octroyée à la Société GSM par l'arrêté préfectoral n° 2016-2135 du 20 juin 2019 modifié, est modifiée comme suit.

### **Article 2 :**

L'article 1.1.1 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

La société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS, dont le siège social est situé Tour Alto - 4 Place des saisons - 92400 COURBEVOIE , est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur les parcelles cadastrales suivantes de la commune de NEUVILLER-SUR-MOSELLE :

Lieu-dit	Section	Parcelles	Surface totale	Surface exploitable
À l'Hôpital	B	280, 282	17 626 m <sup>2</sup>	16 729 m <sup>2</sup>

Les Nayeux	B	3 à 37 et 267	172 093 m <sup>2</sup>	119 754 m <sup>2</sup>
Chemin rural n°13	B		3 518 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>
Chemin rural n°14	B		4 245 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>
Ruisseau des Golinvaux	B		526 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>
<b>TOTAL</b>			<b>198 008 m<sup>2</sup></b>	<b>136 483 m<sup>2</sup></b>

La superficie totale autorisée est de 19ha 80a 08ca avec une surface exploitable de 13ha 64a 83ca.

### **Article 3 : Garanties financières**

L'article 1.5.2 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- 573 053 euros T.T.C, pour la phase 1 de 2024 à 2029 ;
- 362 993 euros T.T.C, pour la phase 2 de 2029 à 2034 ;
- 148 025 euros T.T.C, pour la phase 3 de 2034 à 2035 qui inclut la remise en état du site et se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

### **Article 4 : Plan de phasage**

L'article 2.3.2 de l'arrêté susvisé est modifié conformément à l'arrêté préfectoral SRA 2022/L265 prescrivant la réalisation de fouilles archéologiques préventives

L'exploitation de la carrière suivra le plan de phasage des fouilles archéologiques de l'INRAP comme suit:

Phase de fouilles archéologiques	Phase d'exploitation de la gravière	Durée	Surface (m <sup>2</sup> )
1	1 (1a et 1b)	5 ans 2024-2029	43 500
3	2 (2a et 2b)	5 ans 2029-2034	73 500
4	3	1 an 2034-2035	19 483



### **Article 5 : Périodes de décapage**

L'article 2.3.4 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Le décapage des terrains est limité aux besoins et au fur et à mesure des travaux d'exploitation. Il doit être en accord avec le plan de phasage.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Le décapage est réalisé tout au cours de l'année sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- le passage d'un écologue est rendu obligatoire avant tout décapage nécessaire aux travaux d'archéologie ou d'exploitation de la carrière ;
- un rapport est envoyé à l'INRAP afin que celui-ci puisse adapter le déroulement de ses fouilles ;
- chaque rapport établi lors du passage de l'écologue est transmis à l'inspection des installations classées sous trois mois ;

En cas de présence d'au moins une espèce protégée sur le site ou à proximité lors du passage préalable de l'écologue, et dans les cas où l'écologue conclut à la possibilité d'effectuer les opérations de décapage ou de fouilles sous conditions, l'exploitant programme un nouveau passage de l'écologue au début de ces opérations afin de vérifier :

- si ces conditions prédéfinies sont bien respectées ;
- l'absence d'impacts sur l'espèce ou les espèces concernées.

Des mesures correctives sont prises si nécessaire.

Ce nouveau passage de l'écologue fait également l'objet d'un rapport qui est adressé à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois.

La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques.

Les matériaux de découverte nécessaires à la remise en état final de la carrière sont conservés et réutilisés dans le cadre de cette remise en état.

#### **Article 6 : Conditions de remise en état**

L'article 10.1.2 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

##### **Gestion des abords en prairie :**

La surface de la prairie est augmentée de 8 200 m<sup>2</sup> et est ainsi portée à 63 500 m<sup>2</sup> de manière à prendre en compte la non exploitation des zones situées à l'est et à l'ouest du plan d'eau afin d'éviter les zones archéologiques.

##### **Restitution de la culture Sud :**

Au niveau du secteur Sud, les parcelles cadastrales 38, 39 et 40pp1 de la section B du lieu-dit « Grand Chalet » sont exclues du périmètre ICPE. Cette surface de 6 ha restera au-dehors de l'emprise de l'exploitation de la carrière.

##### **Plantation de haies :**

Dans le phasage actualisé, la haie ne sera impactée que sur une longueur de 210 m au cours de la phase 2b soit environ 7 à 8 ans après le début d'exploitation contrairement aux 240 m initialement plantés dans les deux premières années d'exploitation prévus. Cette nouvelle haie sera localisée en bordure l'Est du plan d'eau au Nord le long de la RD 570.

##### **Zones de hauts-fonds :**

Deux zones de haut-fond seront mises en place :

- au niveau des berges joignant les 2 plans d'eau. Elle sera réalisée à l'aide des terres de découverte issues du décapage pour l'exploitation. Au total, la création de cet aménagement représente 60 000 m<sup>3</sup> de matériaux ;
- au niveau de l'angle Sud-Est du nouveau plan d'eau.

Les zones de haut-fond présenteront une largeur d'environ 25 m en pente douce (10 à 15 %). Leurs emplacements sont ajustés à l'augmentation de la surface des prairies qui modifie les limites du plan d'eau.

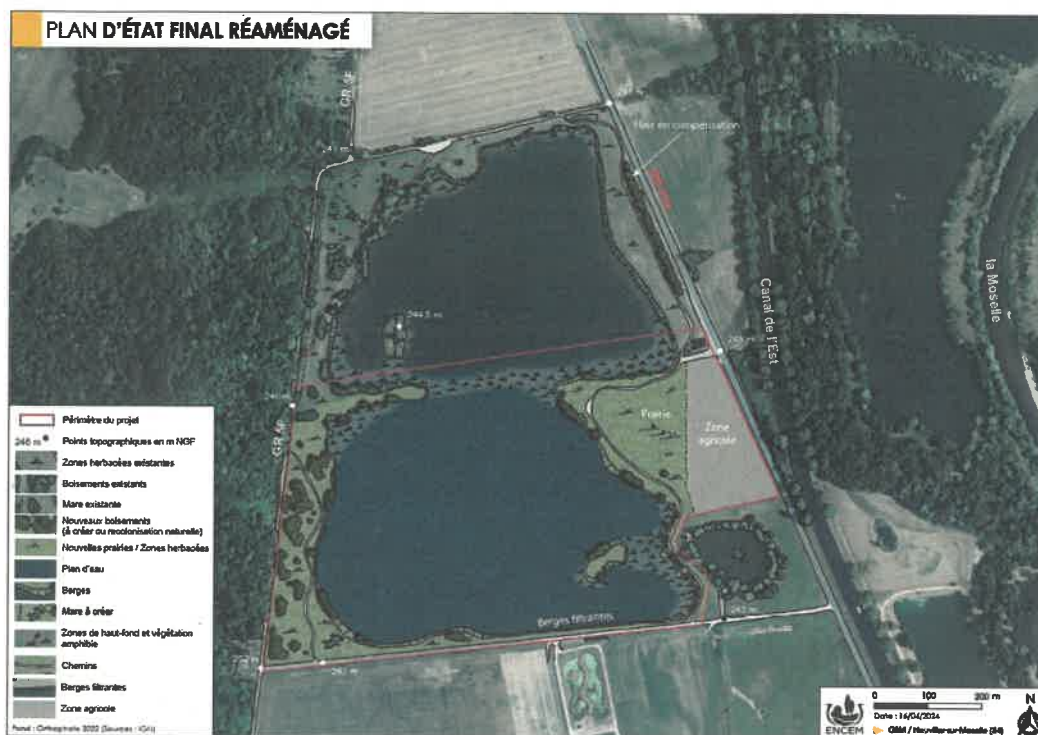
##### **Création d'un îlot :**

Au Sud-Est du plan d'eau d'exploitation, la création d'un îlot de 3000 m<sup>2</sup> était initialement prévu. Celui-ci est remplacé par un îlot de 1800 m<sup>2</sup> représentant une longueur de 60 m et une largeur de 30 m.

##### **Création d'une mare :**

La mare est déplacée de 50 m vers l'est de manière à être plus proche du plan d'eau et hors de la zone d'évitement archéologique.





## **Article 7 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 8 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

**Article 9 : Exécution de l'arrêté et d'information des tiers**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

et dont une copie sera adressée à :

- Madame le maire de Neuville-sur-Moselle

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour une durée minimale de 4 mois.

NANCY, le

**12 DEC. 2024**

Le Préfet

  
Françoise SOULIMAN